



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gynécologues

Question écrite n° 71904

Texte de la question

Mme Véronique Louwagie attire l'attention de Mme la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes sur la situation de la gynécologie médicale dans notre pays, dans la perspective du futur projet de loi de santé, présenté le 15 octobre 2014 en Conseil des ministres. Selon une étude réalisée par des professionnels de ce secteur, il apparaît que le témoignage des femmes concernées reflète une réalité à laquelle il convient d'apporter un regard attentif : ainsi, près d'un tiers des femmes indiquent qu'il n'y a plus de gynécologue dans leur ville, alors que cette proportion était d'un quart en 2010. Environ 5 % d'entre-elles doivent faire 50 km pour consulter, tandis que 70 % précisent que les délais de rendez-vous ne cessent d'augmenter, ce qui pose le problème de l'accès aux consultations et de son articulation avec les principes de prévention et de dépistage. En tout état de cause, il apparaît que le renoncement au suivi gynécologique s'aggrave dans notre pays. C'est pourquoi elle souhaiterait obtenir des précisions sur les mesures qu'elle entend prendre et surtout si les sages-femmes pourraient se voir attribuer des missions supplémentaires, afin de remédier à cette situation critique et à tout le moins inacceptable.

Données clés

Auteur : [Mme Véronique Louwagie](#)

Circonscription : Orne (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 71904

Rubrique : Professions de santé

Ministère interrogé : Affaires sociales, santé et droits des femmes

Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [23 décembre 2014](#), page 10598